

Olivier Wieviorka, *Une Histoire de la Résistance en Europe occidentale*, Paris, Perrin, 2017.

Robert Gildea



Après ses études magistrales – *La Résistance française* (Perrin, 2013) et *Le Débarquement en Normandie* (Perrin, 2007) –, Olivier Wieviorka nous offre une troisième perspective sur la Deuxième Guerre mondiale, celle des rapports entre les Alliés et les résistances intérieures. Il démontre que l'histoire – et les mythes – de la résistance nationale ont occulté le rôle des Alliés dans la guerre des ombres en Europe, et il analyse, à partir des archives britanniques et américaines, la guerre subversive montée par les services secrets de ces deux pays. Un ouvrage de grande envergure, qui porte sur six pays – la France, la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark, la Norvège et l'Italie – libérés par les États-Unis et la Grande-Bretagne plutôt que par l'Union soviétique.

Dès le 16 juillet 1940, Winston Churchill demanda à son ministre de l'Économie de guerre, Hugh Dalton, d'« embraser l'Europe ». Il devait lancer une guerre subversive qui s'inspirerait des luttes de

guérilla précédentes, que ce soit en Espagne contre Napoléon ou en Irlande dans les années 1920. Le Special Operations Executive (SOE) fut fondé en juillet 1940 dans le but d'organiser cette guerre subversive en Europe, par l'envoi d'agents qui devaient travailler avec des résistants sur place et par la propagande qui inciterait de plus larges franges de la population à contester les forces de l'Axe. Le service secret américain qui fit écho au SOE, l'Office of Strategic Services (OSS), fut mis en place au mois de février 1942, deux mois après l'entrée en guerre des États-Unis.

Les buts révolutionnaires de ces organismes furent critiqués par leurs rivaux institutionnels – le Foreign Office et le State Department –, les militaires et les services de renseignement conventionnels. Les changements de contexte, notamment l'entrée de l'Union soviétique dans la guerre aux côtés des Alliés en juin 1941, modifièrent fortement les buts des Britanniques et des Américains. Ils craignaient dorénavant que l'embrasement de l'Europe ne déclenche soit un coup de force initié par la résistance communiste, soit une insurrection prématurée des populations qui

provoquerait de sanglantes représailles de la part des forces occupantes, soit une guerre civile entre résistants et collaborateurs. Le travailliste Dalton fut remplacé par le conservateur Lord Selborne en février 1942 et le SOE renonça au « messianisme révolutionnaire des premiers temps » (p. 136). Le grand épouvantail fut l'exemple de la Grèce, qui sombra dans une guerre civile entre communistes et royalistes. Les Alliés limitèrent strictement les parachutages d'armes et de munitions afin d'éviter de déclencher d'autres désastres, au grand dam des résistants intérieurs qui demandaient de quoi lancer la guérilla. Il y eut toutefois des désastres. Les populations également frustrées protestèrent en masse ou lancèrent des grèves générales aux Pays-Bas en avril 1943, au Danemark en août 1943 et en juin 1944, et à Naples en septembre 1943, entraînant des massacres. Afin d'éviter le pire, les Alliés soutinrent parfois les leaders politiques et militaires les moins révolutionnaires et les moins légitimes. Tel fut, par exemple, le « *Darlan Deal* » en novembre 1942 lorsque les Américains donnèrent leur appui à l'amiral de la flotte et ancien Premier ministre de Vichy qui se trouvait en Afrique du Nord lors de l'opération Torch.

Olivier Wieviorka nous offre une étude comparative riche et complexe. Il nous donne une grille d'analyse pour comprendre ce qui fut exceptionnel et ce qui fut normal dans le cas français. En gros, dit-il, il exista deux modèles de résistance et de libération en Europe. Ceux-ci se distinguaient d'abord par la présence ou non de gouvernements en exil à Londres et ensuite par l'unité relative du pays avant la guerre. Dans le premier cas, celui des Pays-Bas et de la Norvège, la reine Wilhelmine et le roi Haakon VII partirent en exil à Londres avec leurs gouvernements et furent considérés par les Alliés comme de « petits alliés ». La résistance intérieure de ces pays fut largement soutenue par les Alliés, surtout, comme dans le cas de la Norvège, lorsqu'elle s'avérait plus militaire que politique. La transition, à la fin de la guerre, vers un gouvernement qui sut rapprocher les résistants et la classe politique se déroula sans trop de problèmes dans ces deux pays. Ceci dit, la moitié des Pays-Bas resta occupée par les Allemands pendant l'hiver de 1944-1945, ce qui provoqua une famine qui fit 15 000 morts, tandis que, pour des raisons stratégiques, les Alliés ne débarquèrent pas en Scandinavie et leurs populations durent attendre leur libération jusqu'en mai 1945.

Dans le deuxième cas, celui du Danemark et de l'Italie, les gouvernements nationaux restèrent sur place et collaborèrent avec les Allemands. Les armées danoises ne résistèrent que quelques heures à l'occupation allemande, le roi Christian X resta sur place et son gouvernement signa le pacte anti-Komintern en novembre 1941. Pour cette raison, les Soviétiques empêchèrent les Britanniques de compter le Danemark parmi leurs alliés ; l'unité du pays contribua néanmoins à ce qu'Olivier Wieviorka appelle « une transition démocratique idyllique » (p. 389) en mai 1945. L'Italie choisit le camp allemand jusqu'en septembre 1943, lorsque le maréchal Badoglio, le chef de gouvernement italien qui remplaça Mussolini en juillet 1943, invita les Américains à débarquer dans la région de Naples. Malgré ceci, Churchill et son ministre des Affaires étrangères Eden continuaient à ressentir une hostilité envers les Italiens, fascistes ou non. Les Alliés luttèrent contre les forces allemandes qui avaient envahi l'Italie pour faire face aux Alliés, mais ceux-ci hésitèrent à armer la résistance italienne de peur de provoquer un coup de force communiste et une guerre civile entre fascistes et antifascistes dans un pays très divisé depuis 1922, sinon depuis le Risorgimento.

La Belgique et la France présentent des variantes par rapport à ces deux modèles. Le roi des Belges, Léopold III, resta avec son peuple sous la botte allemande. Ses ministres se sauvèrent à Londres mais il leur manqua l'autorité d'un vrai gouvernement en exil. En France aussi, le gouvernement du maréchal Pétain resta en France et le général de Gaulle, tout en s'établissant à Londres, eut du mal à imposer sa légitimité aux yeux des Alliés et de la plupart des Français. Le gouvernement britannique ménagea longtemps Vichy et Churchill dit à de Gaulle le 29 septembre 1942 : « Vous dites que vous êtes la France ! Vous n'êtes pas la France ! » Roosevelt, pour sa part, garda son ambassadeur à Vichy, détesta de Gaulle comme un apprenti dictateur et ne reconnut son gouvernement provisoire que le 23 octobre 1944.

Sur l'apport des résistances intérieures à la libération de l'Europe, Olivier Wieviorka se montre assez réaliste. Il estime que les sabotages ne diminuèrent guère la production de l'économie de guerre allemande et que les propagandes n'enclenchèrent pas de mouvements insurrectionnels, sauf peut-être dans le cas de Paris. Par contre, il juge que « les forces clandestines fournirent un apport inestimable en termes de renseignements » (p. 394) et qu'elles contribuèrent au rapatriement de 3 500 équipages tombés en France, en Belgique et aux Pays-Bas. L'importance des résistances intérieures, cependant, ne fut pas seulement matérielle mais aussi morale. Le fait de pouvoir résister plutôt que de ne rien faire, conclut très justement Olivier Wieviorka, « permit à une minorité de devenir actrice de sa propre histoire » (p. 396) et, pourrait-on ajouter, permit plus tard la construction de mythes nationaux de résistance.

Cette étude de la résistance en Europe est ambitieuse et réussie. Elle est fondée sur un sérieux programme de recherches dans les archives britanniques et américaines. Trois observations s'imposent néanmoins. D'abord, la perspective est surtout celle des autorités britanniques et américaines elles-mêmes. La documentation permet une analyse très fine, par exemple, du nombre de conteneurs d'armes et de munitions parachutés à différents moments en différents endroits. On aimerait toutefois entendre davantage la voix des acteurs. Olivier Wieviorka cite les mémoires de l'agent australienne Nancy Wake, *La Gestapo m'appelaient la souris blanche* (2001), qui raconte que la vue de la maltraitance des Juifs à Vienne avant la guerre explique son engagement contre le nazisme. Davantage de récits de cette nature permettraient de mieux comprendre la motivation et les expériences des résistants. Deuxièmement, la question de genre est rarement abordée. Combien d'agents, par exemple, furent des femmes ? On pourrait citer, par exemple, le cas de Pearl Witherington, qui voulut combattre en France à côté de son fiancé Henri Cornioley et qui finit par commander un maquis dans la région de Châteauroux. Dans certains cas, Olivier Wieviorka parle des « hommes » mais on ne sait pas si ce terme comprend également les femmes. Par exemple, les équipes de « quatorze hommes » qui emballaient le matériel pour les conteneurs étaient probablement des femmes, et les « 20 000 à 25 000 hommes » qui constituaient les FFI à Paris comprenaient des femmes comme Madeleine Riffaud. Troisièmement, l'axe majeur de cette étude est vertical, entre les Alliés et les résistances intérieures. Mais il existe un autre axe – horizontal – entre les résistants eux-mêmes. Une bonne partie de ces résistants n'étaient pas cantonnés dans des mouvements de résistance nationaux. Ils avaient débuté dans les Brigades internationales en Espagne et se retrouvèrent par la suite dans d'autres résistances, en France ou en Italie, en Yougoslavie ou en Pologne. Olivier Wieviorka conclut que



Histoire@Politique, « Comptes rendus – ouvrages », www.histoire-politique.fr
Mis en ligne le 27 octobre 2017

la résistance en Europe favorisa « l'émergence d'une conscience européenne » (p. 401) et cite les cas de Paul-Henri Spaak, d'André Philip et de Winston Churchill, mais une étude complémentaire montrerait peut-être que l'expérience des résistants « transnationaux » à la base y était aussi pour quelque chose.

Malgré ces petits bémols, cette *Histoire de la Résistance en Europe occidentale* est une formidable et incontournable contribution aux études de la résistance en Europe.